

peut-être trop tenu compte des intérêts d'autrui avant que de chercher à améliorer leur propre sort.

Une majoration du prix du blé a été annoncée dernièrement, suivie, quelques jours plus tard, par la hausse du pain, dont le prix montait d'un cent. Voilà qui illustre bien ce qui se passe dans l'industrie lorsque le coût de la production s'élève. Même si les frais de production des personnes adonnées à l'agriculture augmentent depuis des années, on se moque des cultivateurs et on leur dit qu'ils doivent accroître leur efficacité afin de produire au même prix qu'avant. Voici un commentaire paru dans le *Co-Operative News*, cinquième numéro:

Si les cultivateurs canadiens nous donnaient leur blé gratuitement, un pain qui se vend normalement 19c. coûterait tout de même 15.6c. En détaillant le coût d'un pain au Canada, on constate que le cultivateur reçoit 3.2c., le meunier 6c., le boulanger et le grossiste, 10.5c., le détaillant 3.1c., et les autres 1.4c.

Plusieurs secteurs de l'industrie agricole ont besoin d'appui et d'aide. J'ai entendu avec plaisir le ministre des Finances annoncer hier soir qu'on songeait à protéger l'industrie des fruits et légumes, ce dont elle a réellement besoin. Au cours des deux dernières années, sept conserveries ont fermé leurs portes dans ma circonscription; il s'ensuit que certaines personnes de la région ont dû s'engager dans un autre genre de production. Ces usines n'ont pas cessé leur activité en raison d'une mauvaise exploitation ou du trop grand nombre de conserveries. Elles ont dû cesser leur activité en raison de l'importation de denrées étrangères qui peuvent être vendues au Canada à un prix inférieur à ce qu'il en coûte pour les produire au pays. Cela s'est produit dans diverses parties de l'Ontario et a posé un sérieux problème dans plusieurs régions. Nous avons accueilli très favorablement l'annonce d'un examen éventuel de cette question.

Les producteurs laitiers éprouvent les mêmes difficultés. Ils ont eu des excédents, mais je pense que la proportion de l'excédent de l'industrie laitière n'est que de 2 p. 100 environ, ce qui, à mon avis, n'a rien d'alarmant; les choses se rétabliront d'elles-mêmes. A mon sens, les producteurs laitiers devraient examiner plus sérieusement leur situation. Ils devraient tendre à l'application d'un programme de mise en commun par lequel ils s'aideraient mutuellement plus qu'auparavant. J'en parle dans les syndicats agricoles depuis dix ans et mes idées ont reçu l'appui de bien des gens. Si nous mettions en commun tous nos produits laitiers à l'heure actuelle, il ne se poserait aucun problème pour cette industrie. Les producteurs laitiers alimenteraient un marché capable d'absorber leur production.

Je ne crois pas que le cultivateur canadien veuille aujourd'hui recevoir de l'aide d'un gouvernement quelconque. Ce qu'il veut, c'est l'occasion de pouvoir faire concurrence, sur le même pied, à ceux qui s'adonnent aux autres industries de notre économie. Nous avons fréquemment entendu critiquer les subventions accordées à l'agriculture. Je signalerais que cette industrie bénéficie depuis des années de tarifs de protection. Je l'approuve, car, si l'on ne protégeait pas, dans une certaine mesure, des industries déterminées, bien des usines devraient, à mon avis, fermer leurs portes à la suite de la concurrence que nous font les autres pays. Notre niveau d'existence ne nous permet pas de concurrencer efficacement les pays où ce niveau est beaucoup plus bas. Je pense que personne au Canada ne souhaiterait voir baisser notre niveau de vie. Ceux qui s'adonnent à l'agriculture méritent d'avoir les mêmes chances et la même protection que les autres secteurs de notre économie.

Nous devrions nous inquiéter vivement de la ferme familiale. Elle constitue, à mes yeux, l'un des aspects les plus importants de notre vie rurale. Un membre du congrès des États-Unis, M. Clifford Hope, aurait, si l'on en croit les journaux, déclaré récemment:

La force de notre collectivité rurale dépendra toujours de celle de nos fermes familiales. Ainsi tous nos efforts, tant du gouvernement que des particuliers, devraient tendre à renforcer l'exploitation agricole familiale. A mon sens, la force de notre pays repose avant tout sur la situation économique, morale et spirituelle des gens de nos fermes. S'il en est ainsi, cela nous impose à tous une responsabilité énorme.

Chacun de nous, en effet, quel que soit l'endroit où il siège ici, et quelle que soit sa situation, doit reconnaître que l'agriculture a sa juste place dans l'économie du pays, et chacun doit accepter les responsabilités que cette constatation impose.

**M. Martin (Timmins):** J'ai suivi avec plaisir aujourd'hui le discours du ministre de l'Agriculture, puis celui de l'honorable député de Prince Edward-Lennox. Le contraste était très intéressant. J'ai pris plaisir à écouter l'honorable député de Prince Edward-Lennox qui, tant à la Chambre qu'au comité de l'agriculture et de la colonisation, a su montrer à maintes occasions qu'il connaît à fond les problèmes agricoles, particulièrement ceux de la province d'Ontario. Il était intéressant de constater que quelques-unes des opinions exprimées par le ministre de l'Agriculture n'étaient pas partagées sans réserve par tous les honorables députés qui siègent du côté du gouvernement.

Le tableau qu'ont brossé le ministre et certains autres porte-parole du gouvernement est très inquiétant. Depuis deux mois, plusieurs délégations représentant des organismes